froid. Vous connaissez tous la froideur glaciale, non moins que la chaleur cordiale de M. le député de Tourcoing, selon les besoin. les circonstances.

« Mais qu'avez-vous à me demander à ce sujet ?

— « Mais ce que vous pensez de la convocation de trois députés cléricaux-réactionnaires au Congrès républicain sénatorial, surtout en ce qui concerne la présence de M. Motte. Vous savez qu'une polémique sévit en ce moment entre le « Réveil » et le « Progrès » polémique suscitée par cette incompréhensible particularité, et que l'opinion publique, dans toute la région du Nord se passionne sur la question.

— « Ma foi, nous réplique notre interlocuteur qui nous a laissé parler, sans nous écouter probablement, pour cette excellente raison qu'il savait d'avance ce que nous disions, ma foi, je dois vous dire que je ne suis guère cette polémique dont vous parlez. Je lis très peu les journaux depuis quelque temps, car j'ai été très occupé par des fêtes de Noël à Tourcoing, (etc.).

— « Soit, mais cependant n'oubliez point que c'est vous, M. Dron, qui jouez ou à qui on fait jouer un des principaux rôles dans tout cela. »

Et nous faisons entendre à notre interlocuteur que, selon les déclarations mêmes de plusieurs de ses collègues, ce serait lui qui aurait convoqué M. Motte, d'abord à la réunion préparatoire du « Progrès », puis, avec M. Sculfort, au Congrès départemental. Est-ce exact ? Si oui, dans quel but, et puisque MM. Guillain et Delaune ont été également convoqués, y a-t-il eu entente entre les convocateurs, en tenant compte de leur entourage officiel ? »

Mais M. Dron, cette fois ne nous laisse point formuler tout notre questionnaire.

« Ah ! ça, s'écrie-t-il, est-ce que vous croyez que je vais vous répondre ? Comment, moi, Dron, j'irai vous dire à vous, rédacteur du « Réveil », alors que votre journal polémique avec le « Progrès », ce que je n'ai pas jugé à propos d'écrire dans ce dernier journal ? Comment moi, j'irais vous fournir des armes contre nous ? Enfin, vous voulez rire ?

M. Dron nous dit ça du ton qu'il prendrait pour dire : « Ah ! ça, tu ne m'as pas regardé ? »

— « Mais enfin, M. Dron, si peu que vous suiviez cette polémique, la pauvreté des arguments fournis par le « Progrès » ne vous a pas échappée ? Il se dérobe aux explications qu'on lui demande. Et pourquoi refuser de s'expliquer sur ce qu'on croit irréprochable ? L'effet est désastreux, en admettant que la cause ne le soit pas. »

Mais M. Dron ne prend pas la peine de relever nos objections. Puisqu'il ne juge pas à propos d'en écrire plus long dans le « Progrès » que son rédacteur en chef n'en écrit, ce n'est pas, nous déclare-t-il catégoriquement, une seconde fois, pour venir dire autre chose à un rédacteur du « Réveil du Nord », que ce que le « Progrès » a pu lui apprendre.

Et notre hôte qui, depuis le début de la conversation, semble très pressé d'en finir, nous accompagne vers la porte.

— « M. le député, croyons-nous devoir annoncer en prenant congé, il se peut que vous n'ayez pas dit grand'chose, ou même rien au rédacteur du « Réveil ». N'empêche qu'il se verra forcé de tirer certaines conclusions de votre attitude. »

M. Dron se récrie :

— « Pas du tout. Mais pas du tout. Vous n'avez pas de conclusions à tirer. Autrement je vous adresserai des rectifications. »

Allons, voyons, M. le député-maire de Tourcoing, nous permettrez-vous au moins cette conclusion que vous avez grand tort de séjourner si longtemps à Paris ? Car c'est, à coup sûr, l'éloignement qui est cause de ce phénomène d'un député et maire d'une grande localité, qui ne lit guère les journaux de la dite localité, alors même qu'une polémique passionnante y est engagée, presque sur son *dos*.

Reste une autre conclusion, c'est que M. Dron semble avoir, plus que tout autre, intérêt à ce que certains secrets soient bien gardés.

Mais celle-là nous ne la ferons pas. Donc, inutile de rectifier.

M. S.

***

Chez M. Cardon

Député de la 2e circonscription de Douai

Samedi, vers neuf heures du matin, nous sonnons à la somptueuse demeure de M. Cardon, député de la 2e circonscription de Douai, par la grâce des socialistes. C'est le jour d'audience de M. le député à ses électeurs, du moins jusqu'à midi. Aussi, dans une sorte de *vérandah, attenante au cabinet* de M. le député, les électeurs, campagnards-cultivateurs pour la plupart, commencent-ils à affluer.

Que peuvent-ils bien vouloir ?

Grâce à l'obligeance de l'aimable secrétaire, M. Huyghe, nous sommes introduits *des premiers, après une grande demi-heure* d'attente. Ne fallait-il pas que M. le député se levât, s'habillât ?

Roide, compassé, mais correct, M. Cardon nous accueille.

A peine avons-nous ouvert la bouche pour lui annoncer le but de notre visite, que notre *interlocuteur, mécaniquement*, d'un ton tranchant, s'écrie :

— « Rien. Je ne dis rien. »

— « Mais pourtant... »

— « Non, rien, je ne dis rien. Après le 4 janvier, après les élections, je parlerai, vous pourrez m'interviewer, mais d'ici là, rien, je ne dis rien. »

Et comme nous essayons, par devoir professionnel, de rendre, malgré lui, M. Cardon, un peu plus prolixe, une domestique, en t'ouvrant une porte, annonce..... M. Paul Hayez.

Hou ! le vilain ! Sans lui, qui sait ? M. Cardon allait peut-être s'épancher, sans s'en apercevoir.

En attendant que l'envie lui en revienne, nous inspirant du vieil adage : « Qui ne dit mot consent », nous concluons que M. Cardon est un des clairsemés représentants dits républicains du Nord dont le « Progrès » revendique l'assentiment en ce qui concerne la convocation de MM. Motte, Guillain et Delaune à son Congrès sénatorial.

Ce qui n'est pas pour nous étonner outre mesure.

M. S.

***

Chez M. Debève

Député de la 2e Circonscription de Douai

En sortant de chez M. Cardon, le jeune et si fringant député de la deuxième de Douai, nous nous mettons en quête de M. Debève, le caduque représentant de la première. C'est justement son jour de réception, à lui aussi. Tous les samedis, dans la matinée, ce vieux brave *homme (personne ne lui conteste ce titre)* sort de son trou perdu de Masny et se transporte péniblement jusqu'au chef-lieu où il donne audience à ses chers électeurs chez un de ses parents, M. Turcq-Montois, marchand de chaussures, rue de la Mairie. Ce dernier auquel nous nous adressons, vers les onze heures, nous informe que M. Debève n'est pas encore arrivé, que d'ailleurs il n'a pas d'heure fixe, mais qu'il ne saurait tarder au delà de midi.

Bon. Nous repasserons.

Une heure plus tard, comme nous reportons nos pas légers vers le pied-à-terre de notre député, nous rencontrons par hasard un de ses amis à qui nous faisons part de la visite que nous allons rendre, sans, toutefois, en spécifier l'objet.

« Vous voulez voir le père Debève ? nous déclare notre interlocuteur. Voyons, quelle heure est-il ? Midi. Vous le trouverez. Il doit être sorti de chez M. Cardon.

— « Comment, il est allé chez M. Cardon, aujourd'hui ?

— *Mais oui, comme d'habitude. C'est là* qu'il descend en arrivant à Douai, vers onze heures. »

« Zut! alors », nous exclamons-nous intérieurement. Car voilà notre coup raté. Rien à faire décemment. Maintenant qu'il a vu et entendu son collègue de la seconde, M. Debève, lui que ses adversaires se plaisent à appeler le député-muet, sans doute parce qu'il ne parle jamais à la Chambre, va faire concurrence aux carpes, c'est-à-dire se renfermer dans un mutisme plus obstiné que jamais. Car le premier soin de M. Cardon aura été de l'avertir de notre visite de tantôt et du refus qu'il nous a opposé de se prêter à l'interview. Et M. Debève, pris d'admiration devant la diplomatie de son collègue, *se sera juré de suivre son exemple.*

Tout de même, par acquit de conscience, nous repassons chez M. Turcq-Montois. Mais M. Debève n'y est pas, du moins à ce qu'on nous répond.

Est-ce que ce bon M. Debève, pour renchérir sur M. Cardon qui refuse de répondre, croirait devoir pousser la diplomatie jusqu'à ne pas se laisser voir pour ne pas *nous entendre ?*

Venez dire, après cela, que M. Debève n'est pas un habile homme.

M. S.

INTERVIEWS DES SÉNATEURS

Chez M. Dubois

Sénateur du Nord

M. Dubois, sénateur, chez qui nous nous présentons vendredi, sur les quatre heures, à son hôtel de la rue Fortier, à Douai, nous reçoit sans difficultés, quoique l'objet de notre visite lui soit annoncé par notre carte.

Et, de fait, M. Dubois, tout en évitant de s'engager, ne cherchera pas à se dérober, au cours de notre interview. C'est plus que *nous n'en demandons.*

— « Vous connaissez la situation, n'est-ce pas, M. le sénateur, interrogeons-nous en entrant en matière ? »

Dame, l'attitude de M. Dubois, un hochement de tête accompagné d'un haussement d'épaules, semble dire :

« Ma foi, oui ; je ne la connais que trop. » Mais ce qu'ajoute notre interlocuteur, c'est *« qu'il en a entendu parler. »*

— « Alors, vous n'avez donc pas été consulté? Pourtant, n'est-ce pas, vous n'ignorez pas que le *Progrès du Nord* déclare que les convocations du Congrès ont été faites par les députés et sénateurs républicains du Nord ? Les députés et sénateurs républicains du *Nord seraient donc* censés avoir décidé, approuvé la convocation de MM. Motte, Guillain *et Delaune au Congrès ? »*

M. Dubois nous fait entendre qu'il n'a jamais été consulté, qu'on ne lui a rien dit, qu'il ne savait rien.

— « Dans ce cas, observons-nous, le procédé dont s'autorise le *Progrès du Nord*, doit vous sembler quelque peu désinvolte, incorrect. *Mais enfin, au cas où l'on aurait daigné vous* consulter, quel eût été votre avis ? Auriez-vous donné votre approbation ?

— « Oh ! non, sans doute. »

Et notre interlocuteur veut bien convenir que la présence de MM. Motte, Guillain et Delaune peut paraître au moins intempestive *dans une manifestation républicaine.* Non pas que lui-même soit en mauvais termes *avec certains de ces messieurs, bien au* contraire, mais il ne saurait les suivre sur certain terrain nettement antirépublicain, antidémocratique, comme leur hostilité déclarée à l'égard des ministères Waldeck-Rousseau et Combes qu'il soutient lui, sénateur, de ses propres votes.

—*« Enfin, M. le sénateur, questionnons-nous* en dernier lieu, que pensez-vous de cette démonstration ? Y voyez-vous une alliance ou le symptôme d'une alliance entre républicains et réactionnaires ? »

Ici, M. Dubois devient circonspect. Sa réponse se confine en gestes évasifs.

— « *Oh ! ça ne fera rien du tout*, vous verrez » ,prononce-t-il tout de même, du ton dont il dirait : « *Bah ! ça ne tire pas à conséquence.* »

« Soit, mais pour le principe ? objectons-nous. L'esprit de cette convocation ne vous semble-t-il pas tendancieux ? N'y a-t-il pas, selon vous, un but politique, auquel on vise, sous cette démonstration ? »

Mais M. Dubois ne semble pas prévoir les malheurs de si loin. Il nous entretient encore complaisamment de son républicanisme à toute épreuve, de l'intérêt qu'il porte à son pays, c'est-à-dire à Douai. Et nous n'en voulons pas discuter un seul instant.

Bref, de cette interview, nous retenons ceci : c'est que M. Dubois n'a pas été consulté en ce qui concerne les convocations du Congrès. Que s'il l'eût été, il n'eût sans doute point approuvé la convocation des Motte, Delaune et Guillain.

Maurice SAVARY.

***

Chez M. Maxime Lecomte

Sénateur du Nord

« Oui, oui, je vois ce que c'est, interrompt M. Maxime Lecomte, avec le sourire sardonique qu'on lui connaît, vous procédez à une sorte d'enquête et me demandez une interview.

— Mais oui, pas autre chose.

— « Eh bien ! avant de vous répondre, permettez-moi de vous poser moi-même une question. Au nom de qui demandez-vous ces éclaircissements ?

— « Mais au nom du *Réveil du Nord*, si vous voulez, *et peut-être aussi au nom* de l'opinion publique justement émue dans notre *région.* »

M. Maxime Lecomte se met à arpenter le salon. Son sourire, son éternel sourire emplit la pièce, réflété qu'il est par deux autres Maxime Lecomte, l'un en bronze, de buste tout au moins, dans une encoignure, l'autre en pied, sur l'immense toile qui fut exposée au Salon de l'Exposition de Lille et qui décore aujourd'hui l'appartement du sénateur, rue Bonaparte, à Paris.

— *Le Réveil du Nord* continue notre interlocuteur, est l'organe d'un parti qui n'est pas le mien et vous venez me demander des renseignements sur les affaires du parti qui est le mien.

Mais je ne veux que faire cette constatation sans en tirer une fin de non répondre. Car ce qui s'est passé, s'est passé au grand jour. Il n'y a aucun mystère, et, à mes yeux, les explications données au Congrès par son président, M. Henry Sculfort et ensuite par le journal le *Progrès* sont exactes et suffisantes. »

C'est presque sous la dictée du sénateur que nous enregistrons ses déclarations. Lui-même, en vieux routier de la politique, selon sa propre expression, nous invite à prendre *des notes, afin de ne pas lui faire dire ce qu'il* n'aura pas dit, et nous sténographions ceci :

— « *A côté des organisations socialistes* (collectivistes, guesdistes du P. O. F., et socialistes indépendants), il y a un parti républicain largement [illegible] radicaux s[illegible] entendu, qui comprend des sont acti[illegible]alistes, des radicaux, lesquels gains [illegible]*lement ministériels et des républi*qui [illegible] modérés qui s'appellent progressistes et [illegible] sont actuellement *antiministériels*. Les [illegible]ous fractions du parti ont toujours composé le congrès républicain départemental pour désigner les candidats au Sénat. Pour entrer au Congrès, il faut être ou électeur de droit ou délégué des délégués d'un canton, être républicain et s'engager à respecter la décision prise par la majorité du Congrès. Le parti républicain ainsi composé laisse à droite ceux qui s'appellent conservateurs ou autrement, mais qui à aucune époque, n'ont agi en républicains. Ceux-là n'ont jamais été convoqués. Eh ! bien, pour conclure, les représentants républicains ministériels se sont réunis et ont décidé qu'il y avait lieu d'agir comme on l'avait toujours fait, en n'excluant que ceux qui nous avaient traités en adversaires et ceux qui ne reconnaissaient pas la compétence du Congrès.

Comme vous le voyez, c'est très simple, cher monsieur. »

—Oh! comment donc excessivement simple.

Et le vieux routier de la politique, comme il s'est intitulé lui-même tout à l'heure, nous recommande à nouveau de ne pas lui faire dire ce qu'il n'a pas dit. Ah ! c'est qu'il les connaît, les preneurs d'interviews, et ce qu'il s'en défie !

Et le sourire méphistophélique des trois Maxime, celui du buste, celui du tableau, et celui de chair et d'os, nous accompagne jusqu'à la porte, nous poursuit jusqu'au bas de l'escalier.

M. S

***

Chez M. Girard

Sénateur du Nord

On ne pénètre dans l'antre du sénateur Girard qu'après lui avoir préalablement adressé sa demande d'audience. C'est du moins ce que nous apprend le Cerbère de l'immeuble, sis rue de Seine, 54, à l'heure matinale à laquelle nous nous présentons. Au reste, M. Girard n'est pas chez lui pour l'instant.

Nous conformant aux instructions du digne pipelet, nous laissons un mot annonçant notre retour dans l'après-midi et exprimant notre vif désir d'être reçu par l'honorable sénateur de Valenciennes.

A cinq heures, après avoir grimpé deux étages, nous sommes introduits dans le cabinet de M. Girard, vaste pièce encombrée de livres, comme celle qui précède et qu'il nous a fallu traverser.

C'est là-dedans que M. Girard coule ses jours solitaires, car, aux dires du concierge, il vit très retiré, ne recevant personne, consignant sa porte à tout le monde. « Oui, monsieur, nous disait le brave homme, à tout le monde. Figurez-vous que même des députés, des préfets... »

Mais il paraît que nous n'inspirons pas autrement de défiance à M. Girard, puisqu'il a bien voulu faire exception en notre faveur.

Et comme aux autres, nous disons à notre interlocuteur ce qui nous amène à troubler sa solitude.

— « Ah ! écoutez, nous répond-il, je vais vous dire ma façon de penser. Je veux bien parler, mais à condition que ce que je vous dirai ne soit pas publié.

Eh bien ! je pense que le Congrès départemental a été régulièrement convoqué, très régulièrement, vous entendez bien, et que ses décisions sont absolument valables.

Dans une réunion que nous avons eue à la *Chambre, il a été décidé, comme il devait l'être,* que l'on observerait le règlement comme d'habitude, en ce qui concerne le mode de convocation. Or, le règlement dit que tous les *républicains doivent être convoqués sans ex*ception de nuances. Dans ces conditions j'estime que la présence de MM. Motte, Delaune et Guillain n'a rien dont je puisse m'étonner. Après tout, ils se disent républicains, malgré tout le tort qu'ils ont fait et qu'ils feront encore à la République. Eh bien ! on doit les admettre comme tels puisque le règlement le prescrit.

D'ailleurs, je m'empresse de vous dire que je considère également les socialistes comme des républicains, et qu'en convoquant au *Congrès MM. Motte, Guillain et Delaune*, à droite, il fallait en même temps convoquer les hommes comme M. Selle, à gauche. Le règlement l'ordonne, je vous le répète. Tous les républicains.

Ainsi, monsieur, vous comprendrez que je ne puisse qu'approuver ce qui a été fait. Si M. Selle n'est pas venu, c'est parce qu'il n'a pas voulu s'engager à adhérer par sa pré*sence même, à la candidature désignée par la* majorité.

Je ne l'en blâme pas, au contraire. Il a fait preuve de dignité. *(sic).*

Mais, par exemple, il y en a d'autres qui méritent d'être blâmés. Oh ! oui, et durement. »

Et voilà brusquement notre interlocuteur qui s'échauffe, s'emballant à fond de train *contre ces brouillons de la politique républi*caine à Lille, qui ne sont jamais satisfaits quoi qu'il arrive, etc., etc.

— « Oui, c'est inouï, insensé, fulmine M. Girard, et vous pouvez le dire, vous pouvez le mettre dans votre journal après tout, comme vous pouvez y mettre tout ce que je vous ai dit, *eh bien ! c'est profondément déplorable* de voir un homme, républicain sincère, d'une intelligence remarquable, comme celui dont vous devinez le nom, refuser de s'incliner devant la décision du Congrès.

Et, d'ailleurs, conclut M. Girard, c'est à Lille qu'on a tué la République, avec toutes *ces dissensions du parti républicain. Et c'est* cette politique néfaste qu'on voudrait poursuivre et propager. Eh bien ! non, le département ne se laissera pas entraîner et il saura mettre bon ordre aux agissements des républicains lillois. Et vous pouvez le dire avec tout le reste, je vous le répète, car c'est hon*teux. »*

M. Girard parti de la sorte, met longtemps à s'arrêter. Enfin, comme nous lui faisons observer que ce n'est pas précisément sur l'opinion qu'il peut avoir de M. Debierre et de son attitude après le Congrès, que doit porter notre interview, le bouillant sénateur revient à la question principale, et nous répète ce qu'il nous a déclaré dès le début, mais cette fois, *sans reproduction interdite.*

Toutefois, avant de nous tenir pour satisfaits, nous croyons devoir demander à M. Girard ce qu'il pense de la présence de M. Motte au Congrès préparatoire qui eut lieu au *Progrès du Nord*. Le règlement, ce fameux règlement qui inspire tant de respect à notre *interlocuteur, prévoyait-il et imposait-il une* pareille convocation à une réunion dont le *caractère devait être bien autrement intime* que celui du Congrès suivant.

Mais M. Girard nous déclare qu'il ignore ces détails et qu'il n'a pas à s'en occuper puisqu'ils ne concernent pas son arrondissement. Il n'a donc pas à se faire juge de ce qu'ont fait ses collègues de Lille dans ce cas *particulier que nous lui signalons.*

Pourtant, d'après ses précédentes déclarations, il nous eût semblé au contraire...

Là-dessus nous levons la séance et M. Girard, allumant une bougie pour nous reconduire à travers un dédale de pièces encombrées de livres, nous déclare avec force : « Moi, vous savez, *je suis un vieux républi*cain. » Puis, il ajoute en souriant : « Et je ne suis pas seulement un vieux *républicain mais* aussi un vieux célibataire. »

Allons, malgré toute l'indulgence que semble lui témoigner M. Girard, M. Motte saurait-il en dire autant ? Républicain, l'a-t-il été ? Célibataire, l'est-il encore ?

M. S.

Chez M. Claeys

Sénateur du Nord

M. Léon Claeys, sénateur du Nord, représentant plus particulièrement l'arrondissement de Dunkerque, a l'accueil empressé et l'interview facile. Tout de suite la main se tend et le verbe devient prolixe. On sent que *ce n'est pas l'élu à se faire lâcher de ses élec*teurs par le manque d'affabilité et, pour apprendre en sa conversation, il n'y a guère qu'à écouter.

Cependant M. Claeys a une crainte : les journalistes, parfois, ne rapportent pas fidèlement les déclarations qu'on leur fait. C'est une prévention injustifiée. Si nous sommes venu demander à M. Claeys son opinion, c'est évidemment pour la connaître. Quel intérêt aurions-nous à la travestir puisque nous avons à la critiquer le même droit qu'il a à la défendre ?

La poignée de main de l'arrivée échangée et notre qualité déclinée, nous avons donc, lundi matin, longuement causé avec M. Claeys ; ou, plus exactement, M. Claeys nous a longuement entretenu de son passé dans la vie publique, de la situation politique dans son arrondissement et dans son canton qui sont plutôt réactionnaires et [illegible] aux, des circonstances de l'élection [illegible] le du 4 janvier prochain. Il nous submerge sous des flots de paroles, et c'est à peine si, de temps en temps, nous pouvons faire émerger au-dessus de cette mer quelques bouées qui se dressent en points d'interrogation.

— « Vous savez, avons-nous tout d'abord demandé, que MM. Motte et Delaune furent convoqués au Congrès d'arrondissement de Lille du 10 décembre, que M. Guillain, avec eux, *fut convoqué au Congrès départemental* du 14 décembre ; qu'en pensez-vous ? »

M. Claeys paraît enchanté, encore que nous lui fassions observer que ces messieurs ne *font pas précisément partie de la majorité* groupée par les deux derniers ministères, Waldeck-Rousseau et Combes, et ne sont pas *des partisans bien résolus de la politique dont* s'était fait le défenseur jusqu'à ces derniers jours, dans notre département, le *Progrès du Nord* qui, par deux fois, patronna sa candidature au Sénat.

C'est une élection, celle du 4 janvier, intéressant tout le département ; *il ne fallait frois*ser la susceptibilité d'aucun canton, d'aucun élu républicain. Mais où s'arrêteront ces con*cessions et compromissions ? de quelle pierre* de touche M. Claeys essaie-t-il les élus républicains ?

Ah ! M. Claeys est très large ; il veut une République ouverte à tous ; il préconise une alliance de tous les républicains, en dehors des collectivistes dont il ne veut à aucun *prix.*

M. Claeys veut bien marcher de l'avant, *mais marcher sagement.*

Il est, en ce moment, à l'ordre du jour des réformes vitales pour le parti républicain, faisons-nous remarquer à notre interlocuteur, et pour la réalisation desquelles MM. Motte, Guillain Delaune ne semblent pas disposés à voter : le programme du cabinet.

— *L'impôt sur le revenu ?*

— Il y a impôt sur le revenu et impôt sur le revenu. Et comment l'appliquer ?... L'impôt progressif ? N'effraiera-t-on pas les détenteurs des grosses fortunes dont quelques-unes sont, certes, des égoïstes, mais dont quelques autres font beaucoup de bien.

— La question de l'enseignement ?

— Je suis partisan, pour ma part, de l'enseignement libre, mais sous le contrôle de l'Etat.

— La question des congrégations ? (M. Claeys n'a pas voté la loi sur les associations.) La question de la séparation des Eglises et de l'Etat ?... Si les radicaux tentent la main aux mélinistes, que va devenir le « bloc ministériel » ?

— Oh ! le bloc... et puis : mélinistes !

— J'ai employé ce terme parce que M. Méline caractérise la politique qui est celle de MM. Motte, Guillain et Delaune. »

M. Claeys nous apprend alors que M. Méline eut le tort de chercher des alliés dans la droite, de s'appuyer sur des ralliés qui n'étaient pas de véritables ralliés, mais qui le seront peut-être dans vingt ans (Doux espoir!) M. Méline s'est trompé de bonne foi.

Evidemment, M. Claeys, représentant au Conseil général d'un canton agricole et clérical, ancien candidat du *Progrès*, était mûr, dès avant le Congrès du 14 décembre dernier, pour une compromission avec M. Motte, candidat de l'*Echo*, de la *Dépêche* et de la *Croix !*

— « Pour nous résumer, M. le sénateur, vous êtes partisan d'une alliance...

— ... entre tous les républicains, à l'exception des collectivistes.

— Il vient de surgir une nouvelle candidature, celle de M. Scrive qui, lui aussi, se dit républicain !

— J'ai de la considération pour M. Scrive en tant qu'homme, mais je ne le considère pas comme *républicain.*

Sur ces mots notre entretien se termine. M. Claeys nous a répondu par une dernière et affable poignée de main.

Ah ! quand M. Scrive sera un véritable rallié, quel beau jour pour notre République !

Jean DARY.

INTERVIEWS DIVERSES

Chez M. Soulfort

Président du Conseil général du Nord

Le vénérable M. Sculfort, président du Conseil général du Nord, nous avait donc été désigné par MM. Lepez et Pasqual comme ayant été l'organisateur du Congrès.

Lui seul avait peut-être la clé du mystère, et comme M. Pasqual nous avait dit qu'il devait être chez lui, nous partons illico pour Maubeuge.

A la gare, un gendarme très civil nous explique que M. Sculfort a sa maison sur l'Esplanade, mais que nous le trouverons plutôt à l'usine, car *il vient de passer en automo*bile — M. le Président chauffe.

A l'usine, dont la raison sociale « Sculfort et Fockedey » se lit majestueuse, en lettres de granit, un boy bien stylé nous reçoit, et sans passer par la salle d'attente, nous introduit dans le cabinet, d'un luxe sévère, où *M. Sculfort vient aussitôt nous rejoindre.*

Après avoir fait allusion aux polémiques soulevées autour du Congrès de Lille, nous ajoutons :

— « Vous avez sans doute, M. le président, pris part aux réunions officielles qui ont préparé le Congrès, et vous avez eu connaissance des décisions prises pour les convocations ?

— « Je ne veux vous répondre que pour mon compte personnel, commence M. Sculfort, mais il est entendu que je ne puis engager les autres.

» J'ai signé, conformément aux précédents, les convocations, qui ont été ensuite transmises dans les arrondissements, par les per*sonnalités politiques qui en avaient accepté* le mandat.

— « Ce n'est donc pas vous qui avez invité MM. Motte, Delaune et Guillain ? »

— « Non ; je n'ai convoqué individuellement personne, je vous le répète. »

— « Mais avez-vous approuvé la convocation ?

M. Sculfort ne répond pas directement :

— « J'estime qu'on devait étendre les convocations des progressistes aux socialistes, inclusivement, en un mot, agir selon l'intérêt et la dignité du Parti républicain. »

— « Cependant, insistons-nous, le « bloc » républicain ne va pas jusqu'aux progressistes ?

— « Le bloc ? Mais le bloc n'est pas intangible ; un parti peut perdre et gagner. Je *vous ai dit du reste que* l'on s'était inspiré des traditions du Congrès précédent.

— « Pensez-vous néanmoins, M. le Président, que MM. Motte et ses deux collègues auraient accepté sans protester la candidature Debierre ? »

— « Je le crois, puisqu'en entrant au Con*grès, ils s'étaient engagés* à en approuver les décisions, ou bien alors ils auraient dû faire *leurs réserves au début.* »

Notre interlocuteur se lève alors, et nous comprenons qu'il n'y a pas lieu de prolonger la conversation.

Au surplus, nous savons donc maintenant que si le président du Conseil général, grand convocateur du Congrès, n'est pas person*nellement responsable de la participation des* mélinistes au Congrès, il est loin de réprouver cette tactique de « concentration » qu'il a abritée de son nom et de son autorité.

On s'en doutait bien un peu.

O. D.

***

Chez M. Damide

Maire de Louvil

M. Damide, maire de Louvil et conseiller d'arrondissement du canton de Cysoing, exploite une importante ferme située à environ un kilomètre et demi du village de Louvil.

Comme M. Potié, c'est un agriculteur, mais il est encore un républicain sincère, et ce *n'est pas sans regrets qu'il constate la main* mise des réactionnaires sur le Parti républicain.

M. Damide nous reçoit chez lui avec bon accueil. Après avoir fait connaître le but de notre visite, M. Damide nous répond :

— J'ai assisté à une réunion tenue à Lille, *annexe du Grand-Hôtel, le mercredi qui précé*dait le jour de la désignation des délégués sénatoriaux.

A cette réunion assistaient MM. Loridan, Potié, Tribourdeaux, Bonduel, Ledoux, Lepeuple, Werquin et moi.

M. Dron, qui devait également y assister, s'était fait excuser. M. Tribourdeaux nous donna connaissance d'une lettre de M. Dron, dans laquelle le maire et député de Tourcoing disait que l'on devait convoquer pour le congrès tous les députés républicains, sauf les mélinistes et les collectivistes.

M. Ledoux s'éleva contre la proposition écrite de M. Dron, et il insista vivement pour que M. Delaune fut convoqué. M. Delaune, disait-il, est député de Seclin et d'Haubourdin ; il pourra nous amener des voix.

Un autre délégué proposa M. Guillain et ce fut tout. Je ne crois pas que dans cette réunion, le nom de M. Motte ait été prononcé.

En tout cas, aucune décision ne fut prise, tant au point de vue des convocations à faire que pour l'organisation du Congrès.

On se sépara après avoir décidé une nouvelle réunion pour le samedi suivant et à laquelle M. Dron devait être présent.

— Et c'est à cette seconde réunion que la convocation de MM. Motte, Delaune et Guillain fût décidée ?

— A cette question je ne puis vous répondre, et pour cette bonne raison, c'est que je ne me suis pas rendu à cette seconde réunion.

— Mais pensez-vous que la décision y a pu être prise ?

— Je ne le crois pas. Je pense plutôt que cette affaire de convocation de réactionnaires a été manigancée entre les députés et sénateurs du Nord et M. Sculfort. Mais c'est raide !

— Et dans quel but ?

— Ah ! Voilà ! Voilà ce que les braves paysans ne comprennent pas. Les républicains de la campagne, voyez-vous, aiment une politique loyale et droite. Ils n'admettent pas les compromissions et ne veulent aucunement entendre parler de petites combinaisons.... ou de grandes. Mais ce qui a fait le succès de M. Potié, croyez-moi, c'est sa qualité d'agriculteur.

— Cette entrée de MM. Delaune, Guillain et Motte dans le Parti républicain, à côté de MM. Dron, Bersez, etc., ne saurait donc être approuvée par vous, maire d'une commune républicaine, ni accueillie favorablement par vos électeurs ?

— Franchement, c'est une grande faute, et et vous pouvez le dire dans votre journal, je vous avoue que c'est avec beaucoup de regrets que je vois cette nouvelle politique du Parti républicain dans le Nord. Un congrès républicain-radical aurait dû se passer des Motte, Guillain et Delaune, mais ce qui m'a encore le plus attristé, c'est de voir à ce congrès des délégués encore plus réactionnaires que ces trois députés.

Et comme nous manifestons une surprise bien compréhensible, M. Damide ajoute :

— M. Motte et ses deux collègues se masquent d'une étiquette républicaine, n'est-ce pas ? Mais j'ai vu au congrès des délégués notoirement réactionnaires, notamment plu*sieurs délégués roubaisiens*, parmi lesquels un nommé Rousseau, je crois, qui, aux dernières élections législatives, ont ouvertement fait campagne en faveur de M. de Montalembert et combattu avec acharnement la candidature républicaine de M. Delcroix.

Allez-donc expliquer la présence de ces réactionnaires dans un congrès radical, aux républicains des cantons de Cysoing et de Lannoy !

Et ce qu'il faut encore retenir, c'est que M. Delecroix était un candidat républicain, sans être même radical.

Avec une indignation bien légitime, M. Damide ajoute :

— Cette affaire des convocations m'a parue *bizarre dès les premiers jours*. En effet, pour le congrès d'arrondissement tenu au « Progrès du Nord », on avait omis de convoquer des républicains et on avait envoyé des convocations à des réactionnaires bien connus.

Pour ne parler que du canton de Cysoing, je citerai le maire de Caubrieux, militant réactionnaire et deux adversaires de la République, de Sainghin. Et il y a eu de nombreuses convocations lancées comme cela, paraît-il ; mais tous les invités n'ont pas répondu, le maire de Caubrieux notamment.

Je crus tout d'abord que les convocations avaient été lancées au hasard et j'écrivis à ce sujet à M. Auguste Potié qui me répondit que les convocations avaient été lancées d'après les données fournies par la Préfecture et que les convoqués étaient notés sur les listes préfectorales comme républicains progressistes.

— Permettez-moi, M. Damide, de vous poser encore une question?

— Laquelle ?

— Vous m'avez dit, à propos de la convocation de MM. Motte et Cie, que les républicains des campagnes n'admettaient pas les compromissions et pas davantage les combinaisons politiques. Vous....

Vivement, M. Damide nous interrompt :

— Je vois où vous voulez en venir, nous dit-il. Eh bien, voyons, franchement, croyez-vous que sans combinaison préalable, Motte Delaune et Guillain seraient venus se soumettre à la décision d'un congrès à étiquette radicale ? Non, n'est-ce pas. Mais, je crois que leur soumission cachait une arrière-pensée *(sic.)*

M. Damide prend alors un ton grave et comme s'il allait m'annoncer la nouvelle d'une scélérate conspiration, il me dit en *scandant ses mots :*

— Le père Trystram, ce vieux républicain, est âgé..... M. Guillain est député de Dunkerque, M. Trystram est sénateur..... il est de Dunkerque.....

» Vous n'avez pas encore songé, vous, à la disparition du père Trystram de la lutte politique..... M. Guillain, lui, *madré*, y pense et il guette... Il s'est dit : M. Trystram disparaissant, c'est moi qui le remplacerai. Mais pour être élu sénateur, il me faut la majorité des électeurs sénatoriaux... »

Comprenez-vous ?

— Je comprends que Guillain, Motte et Cie ont roulé ou tout au moins tenté de rouler — car le péril pourra être conjuré — le parti républicain grâce à la complicité de quelques-uns.

— Parfaitement !

Et nous nous retirons, écœuré...

André PIOTEIX.

***

Chez M. Werquin

Conseiller municipal de Lille

Nous trouvons M. Werquin dans son cabinet, occupé à l'étude ou au classement d'un dossier de procédure.

Après lui avoir fait connaître le but de notre visite, M. Werquin nous répond qu'il se refuse à toute interview. Je ne suis pas candidat dit-il, et par conséquent, je ne veux pas voir mon nom mêlé aux polémiques. Et se mettant la tête entre les deux mains, il ajouta : « N'insistez pas, je ne vous donnerai aucun *renseignement.* » En termes judiciaires, Me Werquin nous aurait dit : La cause est entendue, passons à une autre affaire.

Mais nous pensons que M. Werquin veut peut-être se faire prier comme une jolie femme. Nous insistons donc, et il ne s'effraie pas du tout lorsque nous ouvrons notre carnet de reporter. Nous l'avons surtout séduit par cette question :

« *Mais enfin, M. Werquin, vous êtes un* républicain connu, vous avez pris une part très active dans de nombreuses luttes, vous *êtes un homme public et, comme tel, vous* ne devez jamais cacher votre opinion.

— Mon opinion, répond M. Werquin, c'est qu'il faut se rallier et non se diviser. Mon opinion est celle de Robert.

— Par conséquent, vous étiez partisan de la présence de M. Motte et de ses amis au Congrès républicain ?

— Mais on ne pouvait pas les mettre à la porte puisqu'ils avaient été *convoqués*. Je dois ajouter cependant que leur présence souleva une discussion, mais... une discussion très confuse ; on parla de programme, de candidats et de tout. Et puis, cette discussion était inutile puisque la question se trouvait tranchée par la présence de M. Motte au bu*reau.* »

Nous demandons alors à M. Werquin de *nous fournir quelques renseignements sur* les deux réunions préparatoires tenues à l'annexe du Grand-Hôtel,

— *Les convocations pour ces deux réunions* préparatoires ont été faites par MM. Potié et Tribourdeaux. Elles n'avaient pour but que de régler la marche à suivre, établir la procédure pour l'organisation du Congrès.

A la première réunion, M. Dron s'était fait excuser, mais il assista à la seconde qui eut lieu un samedi. Par contre, à cette seconde réunion, MM. Lepeuple et Damide étaient absents. Il n'y a eu qu'une seule question agitée : M. Tribourdeaux voulait de nombreux délégués pour représenter au Congrès l'arrondissement de Lille. Cette proposition fut vivement combattue par M. Potié qui, très justement, faisait remarquer que les candidats devaient être toujours désignés par les électeurs et que, par conséquent, les délégués au *Congrès devaient être délégués sénatoriaux.*

— Mais n'y a-t-il pas eu aussi une discussion au sujet de MM. Motte, Guillain et Delaune ?

—Là-dessus, je me considère comme lié par les décisions du Congrès.

— A la première réunion préparatoire, M. Tribourdeaux avait donné lecture d'une lettre de M. Dron, disant qu'il fallait convoquer pour le Congrès tous les républicains, sauf les *mélinistes* et les *collectivistes*. N'y a-t-il pas eu de l'opposition ?

M. Werquin réfléchit, puis il dit :